

# LE CANAL D'IRRIGATION d'ESCOULOUBRE

---

- Projet d'initiative collective, porté par la commune et conduit par l'Abbé D'Espéronnat qui eut la charge de la paroisse de 1852 à 1866. Il est mort en 1874 avant la fin des travaux après avoir pris froid lors d'une visite du chantier du canal. Les services de l'Etat (La direction des ponts et chaussées de l'Aude) ont beaucoup soutenu le projet (plans, coupes, aide à l'obtention des subventions).
- Objectif : sortir de la pauvreté le village et freiner l'exode vers la basse plaine, menaçant le village de disparition.
- Le projet : capter l'eau des ruisseaux et de l'Aude, et la canaliser jusqu'aux terres agricoles afin de produire du fourrage et développer l'élevage
- Le projet prévoyait dans un premier temps d'irriguer 400ha avec une extension allant jusqu'à 1000 ha
- La commune étant pauvre, ce projet n'a pu se réaliser que grâce au courage et la ténacité de ses habitants et des élus. L'Abbé est chargé de la conception, de la conduite des travaux et du suivi administratif et financier:
  - Les travaux ne nécessitant pas de qualification (terrassement) furent réalisés à titre gratuit par les habitants.
  - Les autres travaux (tailleurs de pierres, forgerons, maçonnerie....) furent réalisés par des ouvriers spécialisés. Ces derniers ainsi que les fournitures ont été financés par des subventions de l'Etat et du Conseil Général de l'Aude.
- Le montant des dépenses a été estimé à 132 000 F pour 17 km de canal. Le montant des subventions s'élève à 60 000 F et 20 000 f d'emprunt fait par la commune pour finir les travaux. Les dépenses restantes de 52 000 F correspondent à environ 26 000 journées exécutées gratuitement (le prix de la journée était de l'ordre de 2 Francs).
- Les travaux ont commencé le 1 janvier 1856 et se sont terminés en 1889. Ils ont été interrompus de 1867 à 1871 pendant la période des formalités de déclaration d'utilité publique. Les travaux ont duré longtemps car ils se rajoutaient à ceux des champs mais également car les versements des subventions se sont faits attendre et cela a retardé les prestations des ouvriers spécialisés.
- Le décret déclarant le projet d'utilité publique a été signé par le président de la république Adolphe Thiers le 27/12/1871. Il accorde un droit d'eau de 1m<sup>3</sup>/s au canal et permet l'acquisition forcée des parcelles nécessaires à la construction (en particulier pour la partie ariégeoise). La partie du canal située sur la commune a été mise à disposition gratuitement par les propriétaires.